



Le prolétariat, enjeu sociologique et terrain ethnologique

Colette Pétonnet

► To cite this version:

Colette Pétonnet. Le prolétariat, enjeu sociologique et terrain ethnologique. *Ethnologie française*, 1988, 1988/2 (Ethnologie et racismes, ss la direction de Jacques Gutwirth et Jean-Claude Schmitt), pp.166-168. halshs-00089607v3

HAL Id: halshs-00089607

<https://shs.hal.science/halshs-00089607v3>

Submitted on 21 Feb 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le prolétariat, enjeu sociologique et terrain ethnologique

Colette Pétonnet (CNRS)

Référence de publication* : 1988, « Le prolétariat, enjeu sociologique et terrain ethnologique », *Ethnologie française*, 1988/2 (Ethnologie et racismes, ss la direction de Jacques Gutwirth et Jean-Claude Schmitt), pp. 166-168. Distribution Armand Colin. ISSN 0046-2616. Numéro publié avec le concours du Secrétariat d'Etat aux Droits de l'Homme. Ce numéro reprend les communication à la journée d'études de la Société française d'ethnologie (SEF), *Ethique et pratiques de l'ethnologue face aux racismes*, 6 octobre 1986. Sommaire du numéro en ligne <http://halshs.ccsd.cnrs.fr/halshs-00005933>

Résumé. Le milieu prolétarien étant particulièrement la proie des idéologies, le chercheur doit exercer sa vigilance à éviter le danger de projection des idées sur la lecture des faits. L'auteur a fait siens les principes suivants : lors de l'enquête, ne retenir aucun des termes en usage (ex : marginaux) comme hypothèse à confirmer ni à infirmer. Etablir la connaissance du milieu sans avoir recours à des intermédiaires. Croiser la parole avec l'observation directe. Pratiquer en toutes circonstances une attitude non interventionniste. D'une manière générale, les chercheurs n'ont pas à suivre le courant de l'opinion publique mais à analyser tous les aspects, complexes, des relations interethniques. L'ethnologue est libre, comme citoyen, de militer selon ses choix. Mais il ne doit pas confondre l'enquête et renforcement afin de rester neutre sur le terrain.

Abstract. The proletariat: at stake for sociology and in the field for ethnology. The Proletarian milieu is particularly preyed upon by ideologies. The researcher must guard carefully against the danger of projecting his or her ideas onto the understanding of facts. The following principles were observed by the author of this article: accept none of the terms habitually used (for example marginal) as a hypothesis to be verified or disproved; acquire direct knowledge of the milieu without recourse to intermediaries; examine what is said in the light of direct observation; in all circumstances adopt a non-interventionist attitude. In general, researchers should not follow a trend of public opinion but analyse inter-ethnic relations in all their complex aspects. As a citizen, the ethnologist is free to work for the cause he or she thinks fit, but in order to remain neutral in the field, enquiry and engagement must not be confused.

* Document préparé par Eliane Daphy [eliane.daphy@ehess.fr], responsable de la rétro-publication en ligne en Archive ouverte de l'œuvre de Colette Pétonnet. 1^{er} mise en ligne 21 août 2006. Source : exemplaire ED.

Mon propos se réfère à l'éthique du chercheur en milieu prolétarien, telle que je la conçois personnellement. Je l'introduirai en appelant l'attention sur la notion psychologique de projection au moyen d'un exemple pris dans notre propre milieu : lors d'un séminaire, un ethnologue expose un système de distribution d'eau dans les palmeraies d'une société inégalitaire et démontre que ce système, attesté depuis le X^e siècle, fonctionne sans léser personne. Une auditrice reproche au conférencier de taire l'exploitation dont les pauvres sont forcément l'objet. Celui-ci réitère l'explication, précisant les faits, arguant que l'eau qui court à ciel ouvert ne peut être stockée. L'auditrice persiste dans son refus. Elle ne peut être convaincue parce qu'elle projette des idées sur le réel décrit, ce qui l'empêche de le voir, de le comprendre. J'ai choisi cet exemple pour montrer le danger des projections qui nous guette et qui doit mobiliser notre vigilance, partout et toujours, mais plus encore si l'on travaille dans des zones ou des populations qui sont la proie des idéologies.

Travailler en banlieue prolétarienne

Pléthoriques étaient les discours idéologiques ces dernières années : discours syndicalistes sur l'exploitation des travailleurs, discours des sociologues et travailleurs sociaux sur la pathologie sociale, pathos de l'immigré, pathos de l'échec scolaire, discours des médias qui montent un événement en épingle ; les immigrés sont l'objet d'un racisme constant, discours brassés, repris, renvoyés par l'opinion publique selon les modes et les courants, bercés de leitmotive : les cumuls de handicaps, la pauvreté culturelle, le droit à la différence, la culture immigrée...

Tous ces termes auraient mérité une étude ethno-linguistique. En 1970, les qualificatifs « asociaux, inadaptés, marginaux », faisaient porter sur les prolétaires, tant français qu'étrangers ex-ruraux, l'entière responsabilité de leur pauvreté ou de leur retard sur la modernité. Vers 1975, l'apparition de « handicapés sociaux » introduisait une nuance de pitié. Un peu plus tard, « familles défavorisées » faisait intervenir une notion de destin ou de responsabilité de la société. Depuis 1981, la crise aidant, on parle de « précarité » sans en préciser la nature, et en 1986 certains se penchent sur la « cécité culturelle ». La faute s'est effacée au profit de l'infirmité, digne d'intérêt, surtout dans le cas de la cécité.

Dans ce contexte, où terrain et hors-terrain peuvent parfois se confondre, ma vigilance s'est exercée de la manière suivante que je résume à quelques principes :

– Faire le vide, se croire parti au loin, ailleurs. Pour ce faire, ne retenir aucun des termes précédents comme

hypothèse ni à confirmer ni à infirmer. Ils ne font pas partie de la langue vernaculaire. Les considérer comme des données parmi d'autres en provenance de la société dominante.

– Commencer par la collecte ethnographique des matériaux de base. Pour ce faire, travailler chez les gens eux-mêmes, « *indigènes* », sans faire appel à la connaissance que peuvent avoir d'eux des intermédiaires tels que médecins, assistantes sociales..., afin d'éviter de prendre les projections de ceux-ci pour du réel. Ces intermédiaires pourront fournir *plus tard* des informations d'autant plus intéressantes que la connaissance de l'ethnologue sera déjà établie.

– Veiller à ne pas privilégier la parole, souvent piégée, mais à la croiser avec l'observation des actes, des choses, des gestes, des expressions non-verbales (ex : la phrase « *je ne connais personne ici* » alors que deux voisines viennent demander un service renvoie à l'examen de la signification du verbe connaître pour ce milieu).

– Ne pas intervenir dans les situations familiales, ne pas interférer. Le cas échéant, informer sur diverses possibilités mais ne pas conseiller de solution à un problème posé. Le chercheur doit se démarquer des autres visiteurs à domicile qui, tous, ont un projet d'action sur les gens.

L'observation conduite, jour après jour sur une longue durée, dans les habitats spécifiques et autres cités de relogement m'a permis de mettre en évidence, entre autres (et ici je renvoie à mes travaux), deux aspects de l'existence prolétarienne qui intéressent aujourd'hui notre propos.

– L'infériorisation dont tous sont l'objet, à divers niveaux de la vie quotidienne, atteint, non pas un groupe qui pourrait alors s'unir et se défendre, mais chaque individu, personnellement, par dévalorisation de l'image de soi. Il n'y a donc pas union mais, par réaction de défense, reconstitution de hiérarchies entre les individus. Le statut d'étranger, inférieur au statut national dans toutes les sociétés, entre pour une part dans ces hiérarchies. Aux prolétaires français il ne reste que la nationalité comme seule supériorité. Concurrents vis-à-vis du logement, de l'emploi, de l'aide sociale, Français et Etrangers vivent côte à côte dans les cités de banlieue où ils ont été placés par la contrainte administrative, ce qui ne va pas sans conflits. Mais je n'ai observé à cette époque (mes matériaux sont anciens et non réactualisés) que des conflits interpersonnels, aucune lutte contre un groupe ethnique. J'ai constaté au contraire des variations rapides dans ces hiérarchies internes qui ne calquaient pas les échelles en vigueur dans le reste de la société mais reconnaissaient la valeur de l'Espagnol plus riche ou du Marocain plus généreux (ce sont eux qui assistent en fin de mois le Français

toujours démuni) et accordaient un poids d'importance à l'interconnaissance.

— L'expression violente du langage que j'ai en partie décodée. Violence et agressivité sont l'expression ordinaire des prolétaires français. Les étrangers subissent cette violence au même titre que les autres sous forme de plaisanteries blessantes, ou de questions adressées à la cantonade. Dans un supermarché un Français interpelle un Antillais : « *t'as pas bronzé toi, cet été, où tu étais ?* », mais en même temps il lui tape sur l'épaule, bourrade affectueuse destinée à montrer que l'Antillais est un copain. Encore faut-il comprendre le message.

Il est certain que les étrangers sont en butte à des blessures d'amour-propre. Mais ils ont aussi de la défense et de l'agressivité. Au guichet de la poste, un vieil Algérien réitère ses explications dans un français cassé. La postière ayant enfin compris sa requête, il se retourne vers la file d'attente et dit : « *regardez comme cette femme est bête, ça fait une heure que je lui explique, elle connaît rien, connaît pas son métier* ». Silence résigné de la postière dont un client sur deux ne sait pas remplir un mandat, silence complice du public qui trouve toujours la postière trop lente dans ses opérations. Considérer tous les étrangers comme des victimes c'est leur faire injure ; accuser tous les Français de racisme c'est aussi leur faire injure, nier les difficultés, nier l'existence de rapports positifs entre les uns et les autres. La connaissance de ce monde mêlé, pauvre et peu instruit impose une constatation à laquelle on ne s'attendait peut-être pas : les « gens du peuple » n'ont pas attendu les chercheurs pour se connaître, se différencier ethniquement à la nuance près, et éventuellement s'apprécier. Les preuves du respect de la culture des autres ne sont pas rares, notamment en ce qui concerne le sacré. D'une visite mortuaire dans une famille sépharade de la cité, les voisins français s'en retournent sans étonnement ni question au sujet du corps posé à terre dans un linceul. A chacun ses rites. Rue d'Aligre, un vieux Marocain enturbanné de jaune sort d'une charcuterie. Aux clients qui entrent, l'Auvergnate-charcutière retransmet l'information : « *c'est un marabout, il est allé trois fois à la Mecque* ». Rue d'Aligre, la présence étrangère est depuis longtemps diversifiée et l'équilibre du quartier préservé. Mais ceci est une autre histoire dont j'ai parlé ailleurs.

Nous vivons dans un climat de fausse connaissance des faits réels, toujours tronqués dans leur complexité, un climat de tensions dues aussi bien à l'agressivité urbaine, laquelle n'est jamais analysée pour elle même dans sa fonction.

Les relations franco-étrangères se situent à trois niveaux :

- Entre les gens eux-mêmes, dans le quartier ou au travail, qui vivent de mutuelles irritations.
- Entre les étrangers et l'administration, c'est-à-dire les fonctionnaires, d'où une part d'arbitraire.
- Au niveau de la loi (la nouvelle loi selon laquelle les jeunes de 16 ans vivant chez leurs parents doivent demander une carte de séjour, est une loi scélérate).

Parler constamment de racisme, comme le font les médias, en mêlant sans discernement les plans et les acteurs, sans analyser la teneur des conflits amalgamés sous ce terme, c'est attiser les passions, les jalousies, verser de l'huile sur le feu. S'il régnait un réel racisme, au sens propre du terme, chez les prolétaires, avec la violence qui les caractérise nous aurions assisté à des génocides. Il y a eu, c'est vrai, des « ratonnades » (pourquoi ce terme est-il toujours usité ?). Mais des querelles entre Français qui tournent au meurtre dans les mêmes zones périphériques, personne ne parle. L'opinion publique va à sens unique. La connaître est intéressant, mais ce n'est pas aux chercheurs de suivre son courant. Pourtant il faut remarquer que les mariages interethniques, qui sont nombreux, ne sont guère étudiés qu'en termes de problèmes (comme s'il n'y avait pas de problèmes dans les autres couples), que des masses d'enfants de toutes origines sont élevées ensemble à l'école, mais que nous ne possédons aucune étude sur leurs amitiés. Donc les chercheurs ne se mobilisent pas sur les aspects positifs des relations interethniques qui ne sont jamais énoncées et qui pourtant existent. On peut méditer sur ce constat.

Tout le monde a avantage à ce que le prolétariat franco-étranger soit désuni. On lui prête les pires méfaits, l'ignorance et la bêtise, donc il est à éduquer, ce qui crée des emplois et fait tourner la machine, des réunions professionnelles aux congrès des chercheurs et aux maisons de la culture. On peut trouver des phénomènes similaires, sans doute, à d'autres niveaux de la société.

L'ethnologue comme citoyen est évidemment libre de s'engager de diverses manières, en exerçant des pressions, lettres ouvertes ou diffusion des connaissances là où elles ne pénètrent guère, ou en militant dans les associations de son choix, politiques ou humanitaires. Mais, pour ma part, je crois nécessaire de ne pas confondre ces deux actes que sont l'enquête et l'engagement, de les dissocier afin de rester neutre sur le terrain.

C.P., Paris

Rétropublication en Archives ouvertes

Colette Pétonnet

Co-fondateur du Laboratoire d'anthropologie urbaine

Réalisée par Eliane Daphy (membre fondateur du LAU)

Depuis le 1^{er} octobre 2006

Responsable des Archives ouvertes

Institut interdisciplinaire d'anthropologie du contemporain

IIAC EHESS/CNRS

eliane.daphy[at]ehess.fr

pour suivre la mise en ligne

http://elianedaphy.org/rubrique.php3?id_rubrique=18